

Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle

Le CATHII et la Coalition québécoise contre la traite de personnes ont présenté des recommandations conjointes au Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle lors des Consultations particulières auprès d'organismes concernés par la problématique de l'exploitation sexuelle au Québec.

Ces consultations font partie des mesures de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Parmi les actions proposées, le gouvernement s'est engagé à produire, d'ici la fin 2014, un plan d'action pour prévenir et contrer l'exploitation sexuelle ainsi que pour venir en aide aux femmes qui veulent quitter le milieu de la prostitution. À cette fin, un comité interministériel sur l'exploitation sexuelle a été formé et est composé de neuf ministères.

Les travaux du comité interministériel prennent notamment appui sur les recommandations de l'avis du Conseil du statut de la femme <u>La prostitution</u>: il est temps d'agir.

La CATHII en a profité pour rappeler les principaux enjeux et les bonnes pratiques pour venir en aide aux victimes de la traite.



Lire la suite à la page 2 ...

Vigile de solidarité à Montréal

Les membres du CATHII vous invitent à une vigile silencieuse

Samedi 22 février 2014 de 13h à 13h30

À la Place Simon-Valois (coin Ontario Est et Valois) dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve.

Pourquoi cette vigile?

Le 22 février 2007, les parlementaires adoptaient à l'unanimité une motion condamnant la traite des femmes et des enfants et s'engageant à adopter une stratégie globale de lutte contre la traite humaine.

Nous voulons que le gouvernement canadien se souvienne de cet engagement dans sa réponse au jugement de la Cour suprême sur la prostitution.

Venez en grand nombre

Pour celles qui ne peuvent se rendre, prenez un moment de silence au même moment en solidarité avec les victimes de la traite.

Pour en savoir plus, voir le site du <u>CATHII.</u>●

Dans ce numéro :

Comité interministériel suite	2
Forum national sur la traite	2
Des personnes comme les autres, pas des marchandises!	3
Consultation—portrait du travail forcé au Canada	3
Nouvelles ressources	4
Campagne - Petites annonces	4

À surveiller

8 mars 2014

Des activités seront annoncées sur le site du CATHII

Comité interministériel ... suite de la page 1

Une approche globale

Parmi les mesures efficaces identifiées afin d'assurer la protection des victimes, il y a celle de privilégier une approche globale et coordonnée en agissant sur plusieurs fronts. Parmi celles -ci figurent la prévention, la collecte d'information fiable, la coordination intersectorielle, l'identification des victimes et le soutien aux initiatives issues des communautés. Dans une perspective de protection et de défense des droits des victimes, le Québec doit être plus proactif sur les causes de la traite de personnes comme la pauvreté, la discrimination, le racisme et la demande (travail forcé et exploitation sexuelle). Il devrait y avoir des mesures pour aider les femmes à sortir de situations violentes, notamment de la prostitution.

Population à risque

Nous avons rappelé l'importance de la situation des femmes autochtones qui sont, selon plusieurs experts, les principales victimes de la traite humaine au Canada. Finalement, il a été souligné que le gouvernement québécois devrait faire plus pour protéger les personnes migrantes victimes de la traite notamment en ce qui concerne l'accès aux services de santé, à l'éducation et au marché du travail.

Le document présente aussi plusieurs recommandations visant les besoins des victimes. Ces recommandations sont disponibles sur le site du CATHII : www.cathii.org

Pour en savoir sur le mandat du comité interministériel :

www.scf.gouv.qc.ca/index.php? id=141

Forum national sur la traite

En novembre 2013, le Conseil canadien pour les réfugiés (CCR) a tenu un Forum national sur la traite des personnes à Kitchener -Waterloo. Ce forum réunissait des personnes préoccupées par la traite humaine provenant de la Colombie-Britannique, du Manitoba, de l'Ontario et du Québec. Lors de ce forum, il a été question des différents moyens afin d'aider les personnes ayant subi la traite au Canada. Les discussions ont porté sur l'élaboration de politiques, la sensibilisation et la prestation de services. Aussi une partie du Forum portait sur les enjeux du travail forcé.

Parmi les conclusions figurent les propositions demandant des mesures pour améliorer la protection des personnes non citoyennes particulièrement en leur facilitant l'accès aux permis de séjour temporaire. Dans le dossier du travail forcé, on a proposé de favoriser l'accès à la résidence permanente pour les travailleurs migrants. Il a aussi mentionné l'importance été d'amener les gouvernements provinciaux et municipaux à reconnaître et à prioriser la traite des personnes tant à l'échelle locale, que régionale et nationale.

Enfin, les participants ont insisté sur l'importance de faire changer les mentalités et les efforts de lutte contre la traite. Il faudrait passer d'une approche concentrés sur la poursuite des criminels vers une approche qui prioriseraient les besoins et les droits des personnes ayant subi la traite ainsi qu'à leur protection.

Un compte-rendu plus détaillé du Forum est disponible sur le site du CCR : http://ccrweb.ca/



Des personnes comme les autres, pas des marchandises!

Source: CATHII



Dans le cadre de la Journée internationale des migrants le 18 décembre, le Front de défense des non-syndiquéEs (FDNS), le Centre international de solidarité ouvrière (CISO), le Centre justice et foi, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN, le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI) et

le CATHII ont organisé une journée de réflexion et d'action intitulée : « Les travailleuses et les travailleurs migrants : des personnes comme les autres, pas des marchandises! »

Cette journée de réflexion avait lieu à l'Union des travailleurs et travailleuses industriel et de Service (UTIS)-FTQ) à Montréal.

Au cours de la journée, des panélistes ont abordé différents volets de la migration du travail.

- Les limites du cadre législatif face aux mutations du système migratoire;
- Les conditions de l'exploitation et le système de recrutement;
- Les défis de la représentation syndicale;

 La migration du travail et les droits humains.

Des capsules vidéo ont été préparées et résument les discussions de la journée. Le matériel de la journée : programme, présentations et les liens vers les capsules vidéo sont disponible sur le site du CATHII.



Consultation - portrait du travail forcé au Canada

Le CATHII a participé à une des 4 consultations régionales sur la traite des personnes à des fins d'exploitation pour le travail du Centre international pour la réforme du droit pénal (ICCLR). Quatre rencontres régionales sont prévues : Calgary, Montréal, Toronto et Vancouver.

Ces rencontres réunissent les différents acteurs concernés par la problématique. Elles visent à bien comprendre le phénomène et à proposer des pistes de solutions au ministère de la Sécurité publique du Canada afin de mieux détecter, reconnaître, enquêter et poursuivre les cas de traite aux fins de travail forcé au Canada.

Lors de la consultation de Montréal, on y a présenté les premières conclusions du projet issues des entrevues avec les autorités et les partenaires. Ces conclusions ont permis de constater qu'il y a plusieurs obstacles liés à l'identification des victimes et aux enquêtes lors de

cas de travail forcé. On constate que peu de cas ont mené à des condamnations par les tribunaux.

Les discussions ont surtout porté sur les effets des programmes de travailleurs temporaires peu qualifiés. Pour plusieurs experts présents, ces programmes sont la cause de discriminations et rendent les travailleurs étrangers vulnérables à l'exploitation.

Le rapport des consultations sera publié au printemps. ●

Traite des femmes inuites



Une première recherche sur la traite de personnes du Nunavut vient d'être publiée. Ce rapport est la pre-

mière étape du projet de la chercheure Hélène Roos, en collaboration avec la Pauktuutit Inuit Women's Organization of Canada. Cette première phase a permis de recueillir les témoignages de femmes inuites du quartier Vanier à Ottawa, ces Inuites souvent victimes d'exploitation sexuelle et de traite de personnes. Les premiers constats permettent de cerner les éléments qui agissent sur la vulnérabilité de ces jeunes et de ces femmes à l'exploitation, surtout sexuelle, une fois qu'elles se rendent dans les centres urbains du sud canadien. Le rapport propose aussi un répertoire des programmes et de services disponibles. Le rapport est en anglais seulement et il peut être lu en ligne:

https:// flipflashpages.uniflip.com/2/800 41/322230/pub/

Formations en ligne

Le MCIS Services linguistiques de l'Ontario a développé un nouveau programme de formation en ligne gratuit qui comprend des ressources, des outils et des conseils pour aider les prestataires de services qui travaillent avec les victimes de la traite des personnes.

La formation est offerte en français et en anglais à l'adresse suivante :

<u>aiderlesvictimesdelatraitede</u>-<u>personnes.org</u>. ●

Campagne - Petites annonces

En janvier dernier, la Congrégation Notre-Dame a lancé une campagne demandant aux maires d'agir sur la publication de petites annonces de salons de massage érotique et d'agences d'escortes dans les journaux locaux. S'inspirant de cette campagne, le CATHII a préparé un argumentaire et des lettres modèles disponible en ligne.

Cette action veut faire suite à la volonté exprimée par le maire de Montréal d'« éradiquer les salons de massage érotique de la métropole ».

Les petites annonces sont la vitrine des salons de massage et des agences d'escortes. Selon une étude publiée par la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle, 19,9 % des services sexuels de salons de massages, bars de danseuses ou agence d'escortes, sont faits avec des adresses inconnues, via les journaux ou le web.

Nous croyons que les villes doivent agir. Les villes pourraient par exemple, adopter une politique publicitaire encourageant les journaux qui font le choix de ne pas publier ce genre de petites annonces. Les villes peuvent aussi examiner la possibilité de mettre en place un guide en matière de publicité qui prenne en compte les enjeux de la traite humaine et de l'exploitation sexuelle.

Les documents de la campagne: lettre-type, argumentaire et références, sont disponibles sur le site du CATHII:

www.cathii.org

PROCHAIN NUMÉRO

- · Activités des membres
- Traite humaine au Népal

Pour nous joindre:

info@cathii.org www.cathii.org

Blogue : nouvellescathii.blogspot.com/

 ${\it Facebook:} www.facebook.com/CATHII.info$

Twitter: twitter.com/Cathii_info